


CPAS : les étudiants, victimes de la crise et du coût des études

Geplaatst op maandag 17 september 2012 | 

 SHARE

Le Soir de ce weekend annonçait l'explosion de la population étudiante émargeant au CPAS. Le nombre d'étudiants faisant appel aux aides sociales du CPAS a ainsi doublé en dix ans. Pour la FEF, deux causes sont à l'origine de cette croissance : la crise économique et le coût structurellement trop élevé des études. Face à ces problèmes, la FEF lance sa campagne, mi-octobre, « L'enseignement comme réponse à la crise » où elle demande un refinancement public de l'enseignement.

La crise aggrave la précarité étudiante

Alors que le nombre d'étudiants faisant appel au CPAS a doublé en Wallonie, en 10 ans, il a triplé à Bruxelles (+225%). Ces chiffres ne font que confirmer un ressenti au sein de la population étudiante : la précarité touche de plus en plus d'étudiants. La crise économique touche toutes les couches de la population, n'épargnant pas les étudiants du supérieur et leurs familles.

Les frais à charge de l'étudiant ne cessent d'augmenter. Ainsi, le coût des études a subi une hausse totale de 18% entre 2008 et 2011, selon les études de la FEF. Pour les étudiants qui ne peuvent faire appel à une aide financière parentale, l'octroi du Revenu d'Intégration Sociale (RIS) par le CPAS est la seule solution pour pouvoir continuer les études supérieures.

Mais des barrières se dressent alors pour l'étudiant :

- Le CPAS accepte de financer en partie les études à condition que cela mène vers un emploi. Ainsi, certaines filières sont dépréciées et vivement déconseillées à l'étudiant émargeant au CPAS. Il est scandaleux qu'un étudiant ne puisse pas choisir librement ses études.

- L'étudiant doit travailler au minimum 1 mois par an pour démontrer sa volonté

d'améliorer sa condition de vie par l'exercice d'un job étudiant.

Le RIS n'est donc pas la solution.

Le coût des études structurellement trop élevé

Le décret relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur, dit décret Wendy, a permis des avancées sociales réelles pour l'étudiant. Mais ça ne suffit pas.

En effet, ces mesures adoptées, à la suite de mobilisations de la FEF, ne permettent de venir en aide à l'ensemble de la population étudiante. C'est pourquoi, soucieuse de défendre tous les étudiants, la FEF lancera sa nouvelle campagne, mi-octobre :

« L'enseignement comme réponse à la crise ». La FEF réclame d'urgence un investissement public dans l'enseignement. Un investissement gagnant pour notre futur à tous puisque, comme l'a démontré l'OCDE dans l'étude « Regards sur l'éducation » (2012),

les personnes diplômées du supérieur rapportent jusqu'à 4 fois la somme investie pour leurs études par l'Etat belge.

C'est pourquoi la FEF pense qu'il est important aujourd'hui d'augmenter le financement public de l'enseignement à hauteur de 7% du PIB, dont 2% pour l'enseignement supérieur.

Cet investissement public permettra de réduire durablement le coût des études et d'offrir un enseignement de qualité pour tous.